

Brancas de Lauragais

LETTRE

DE

MADAME LA MARQUISE DE...

AU

COMTE DE LAURAGUAIS,

SUR

M. CERUTTI.

R É P O N S E.

DU COMTE DE LAURAGUAIS,

A MADAME LA MARQUISE DE...

e un re.... e un birbante.

Roi Théodore, A&I.



1789.

THE NEWBERRY
LIBRARY

FAC. 1. 5038

Case

FRC

15266

1871

1872

1873

1874

1875

1876

1877

1878

1879

1880

1881

1882

1883

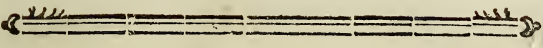
1884

1885

1886

1887

1888



AVERTISSEMENT.

LE Clergé & la Noblesse de France sont avertis que ces Lettres ne sont point un Factum. Madame la Marquise de*** & le Comte de Lauraguais esperent que MM. du Bas-Tiers les trouveront d'une bonne plaifanterie.

N O T E.

Il y a vingt ans qu'un Homme célèbre écrivait que l'expression *Tiers-Etat* était une absurdité politique , qui en supposait bien d'autres. Que dirait-il des expressions *Haut-Tiers*, *Bas-Tiers*, introduites maintenant par les Auteurs

qui écrivent contre les distinctions
de rang ?

REMARQUE DE L'ÉDITEUR.

Un homme obscur qu'on nom-
mait J. J. Rousseau écrivit en effet
cette sottise dans un ouvrage téné-
breux , intitulé le *Contrat social* ;
mais il est heureusement & parfait-
ement oublié.

LETTRE

DE

MADAME LA MARQUISE DE...

A

M. LE COMTE DE LAURAGUAIS.

Le 17 Février 1789.]

QUE vous arrive-t-il, M. le Comte ? Quel est donc le Monarque que vous avez offensé. On vient de m'envoyer un manifeste qui vous accuse d'avoir indignement trahi la confiance de M. C***, quoiqu'il assure ne nous avoir jamais accordé sa confiance. Ce M. C*** est sûrement un Prince ambitieux, qui se cache en habile politique sous le symbole de quelques étoiles, pour éblouir le Tiers-Etat. Ce qui me prouve sa puissance & ses desseins,

A 3

c'est de vous voir accusé par lui, de lui avoir *manqué*, d'avoir fatigué sa *patience*, forcé les gens, & *débité vos idées dans son antichambre*. Ce style ressemble beaucoup à celui d'une Chancellerie Impériale. J'adopte cette pensée, & l'on a beau dire par-tout que cette Lettre est de M. Cerutti, elle est bien plutôt de l'Empereur de Maroc, que de votre Jésuite Italien. Je m'en tiens à cette idée, quoique je ne protege ni *sa faible poitrine*, ni son pauvre talent. Il y a vingt ans que je ne le vois plus chez moi, parce que dès-lors j'étais lassé d'attendre l'esprit que ses prôneurs lui trouvaient déjà : & depuis ce temps, il me semble que votre grande & très-grande mere, d'ailleurs fort aimable, ne mariait pas sa chienne, ou ne perdait pas un ferin, sans que M. Cerutti fit une épithalame, ou bien une élégie. Quelles bêtes n'a-t-il pas louées? Aussi ce M. C*** cache-t-il à mes yeux un

souverain qui n'entend pas à plaisanterie. La lettre L. vous fait retrouver partout. Votre renommée *Chymiste* comme si l'on disait renommée *Avocat*, ou reconnaissance *Jésuite*: la mort précoce de votre *malheureuse* fille: c'est-à-dire sa mort prématurée, votre amour pour les sciences, & votre fraternité avec les savans: votre aïeule comblant de bienfaits M. C***, &c. &c. Tout cela vous désigne. Mais j'ai beau le chercher dans ce manifeste, son style semble découvrir un potentat en courroux, & non pas le pauvre Cerutti, toujours prêt à tomber dans un de ces momens d'abandon, auxquels on ne prend pas garde. Les fautes de langage dont cette Lettre fourmille, prouve évidemment qu'elle est de quelque Prince barbare, qui cultive la rhétorique françoise, entre le 60 & le 70. degré de latitude, & n'est certainement pas d'un Italien qui a pris ses degrés en Sorbonne. Ce

que vous devez remarquer, M. le Comte; car dans ce cas cet écrit n'est plus un libelle, mais une espece de manifeste qu'une puissance étrangere & vraisemblablement alliée de M. Necker, lance contre vous. — Une autre preuve que ce M. C***. n'est qu'un Roi, & non pas un Homme de Lettres; c'est que ne vous ayant jamais accordé sa confiance, lors même qu'il vous écrivait pour vous *consulter sur un Mémoire*, il ne vous accuse pas moins un instant après d'avoir *violé l'amitié*. Or, ce langage découvre un grand mystere, un de ceux du trône. Il n'y a qu'un Roi, qui puisse accorder son amitié sans confiance: & cela, comme Naudé l'a docement prouvé, à cause des secrets d'Etat. Ce qui me confirme encore dans l'opinion que cette Lettre n'est pas du Jésuite Cerutti, ni même d'aucun Jésuite, fût-il Allemand? C'est qu'elle est adressée à une femme, & à une femme

à laquelle on peut écrire : *Songez qu'il est naturel de s'animer en vous écrivant.*

— En vérité, Monsieur le Comte, plus j'y réfléchis, & plus cet écrit au lieu de me paraître de main de maître, ne me paraît que de main de Roi. Je ne me permettrais pas cette mauvaise plaisanterie si MM. *Target*, la *Cretelle*, l'abbé *Morelet*, *Cœur de Bœuf* & *Pied-Plat* (1) ne devaient pas la justifier incessamment en mettant le sceptre dans les mains du Tiers, qui *est tout*. Quel dommage que M. Necker, M. L. P. D. B., & M. L. P. D. P. n'aient pas eu le crédit de faire M. Target, Garde

(1) On prétend que ces Messieurs sont en colere contre le réglemeut de M. Necker sur les Etats-Généraux, ce qui fait craindre à beaucoup de gens le mal qu'un sentiment aussi vigoureux peut faire à la délicatesse de la santé littéraire de ces Auteurs. Mais d'autres gens se rassurent en croyant que si ces Messieurs veulent absolument s'armer contre M. Necker, ils s'armeront de patience (Note de l'Editeur).

des Sceaux ! Nous jouirions déjà dans les allées du Palais-Royal , de l'égalité naturelle , que nos ancêtres ne goûteraient que dans les forêts. La sublime hauteur de cette pensée qui pousse mon esprit aux limites de l'infini (1) , augmente mon penchant à croire que la Lettre de M. C. est le manifeste d'un Roi , & point un libelle du Jésuite Cerutti. L'incorrection du style de cet écrit , & la sotte arrogance de son ton , sont à mes yeux des symptômes de Royauté ; & comme le Jésuite Italien espere que le démagogue Target le fera un des Députés de la Ville de Paris aux Etats-Généraux ; il est évident qu'il doit craindre de se couvrir de ridicule , au lieu de se couvrir de gloire. D'ailleurs , je tiens de quelques personnes qui aiment à bouquiner dans la Société , que M.

(1) C'est dans cette phrase que M. Necker a posé les limites de l'infini.

Cerutti est un de ces hommes circonfpects & mystérieux qui marchent en ce monde, sur la pointe du pied, & ne se montrent dans la Société, qu'en prononçant cette maxime : *cache ta vie*. De sorte qu'il n'y a que les curieux & quelques amateurs d'un genre bizarre qui le connaissent personnellement. Enfin, il a beau chercher à honorer par la ridicule histoire d'une amoureuse foiblesse, l'infâme faiblesse d'avoir signé le formulaire contre les Jésuites, dont il venoit de faire une apologie : il a eu beau s'excuser même assez bien en convenant que son apologie des Jésuites les justifiait si peu, que sa rétractation devoit le rendre fort peu coupable. Le nom d'apostat est tellement inséparable de sa mémoire & de son nom, qu'à peine oset-il l'indiquer dans les ouvrages dont il inonde la France dans l'espérance de l'enflammer : parce qu'il craint de réunir contre lui le parti qu'il voudrait armer

contre l'ordre public, & sur-tout contre les *damnés de l'Archevêque*, en faveur des élus de M. *Necker*. — Réfléchissez-y, M. le Comte, mes raisons pour ne pas vous en prendre à M. Cerutti, sont très-plausibles. N'allez pas le soupçonner légèrement d'être coupable de tant de sottises pour avoir le piquant plaisir de trouver que par son étrange liaison avec votre aïeule, votre ancêtre Cerutti s'est mis en commerce avec vous, & que son *cœur célestin* ne vous donne pas moins à tous les diables, il voudroit bien qu'on le crût; il n'en est rien. Adoptez mon idée. C'est un Roi qui se plaint de vous; & qui peut-être se trouve incognito à Paris avec d'autres Rois qui viennent assister secrètement aux fêtes du carnaval, que M. Necker prépare à Versailles. Comme cela sera gai! Car on ne veut pas de votre Chambre des Pairs, ni de votre Chambre des Communes. C'est en effet bien la peine

de prendre une constitution toute faite ; lorsqu'on peut s'en faire une ! Je suis toujours étonnée que des Français aient adopté la géométrie des Grecs , au lieu d'en composer une à leur guise. Mais graces à nos lumieres nouvelles, *MM. du Bas-Tiers* qui sont *tout* ne se laisseront pas écraser par *MM. du Haut-Tiers* qui ne composent que la *Nation* ; & comme le Roi , la Noblesse & le Clergé ne *sont rien* , il n'empêcheront pas que nous voions à Paris un souper de Candide. Vous y trouverez sûrement votre Royal ennemi ; mais où chercher votre Jésuite ? Renoncez-y donc , je vous prie , & confiez-moi quel est le Roi que vous mettez dans une colere qui le rend si souverainement ridicule.

R É P O N S E
D E
M. LE COMTE DE LAURAGUAIS,
A
MADAME LA MARQUISE DE...

Le 18 Février 1789.

Vous me donnez tout en riant, Madame, un grand problème à résoudre, car vous n'avez pas décidé si ce M. C*** indique le nom de mon Jésuite Italien, ou déguise celui d'un Monarque courroucé contre moi. Vous penchez en faveur de cette opinion. J'incline pour l'autre. Mais comme la question sur laquelle vous me pressez, est aussi grave, que la manière dont on

en traite tant d'autres aujourd'hui , est lumineuse ; je mettrai quelque prud'homme à défendre mon sentiment contre le vôtre. — Nous sommes déjà d'accord sur un point fort important. Nous convenons que M. C*** n'est sûrement pas Français. Entre mille fautes , vous en avez remarqué plusieurs dans lesquelles les plus méchans de nos Littérateurs ne tomberaient pas. Mais il reste à découvrir si les *** qui vous paraissent la queue d'une comete étincelante contre moi ; ne sont pas tout simplement un manteau de Jésuite , dans lequel M. Cerutti enveloppe & cache son nom. Si je parviens à vous persuader que ce M. C*** est Italien , & que cet Italien est incontestablement Jésuite , vous conviendrez peut-être alors que mon Jésuite Italien est M. Cerutti. Si vous y résistez encore , j'abandonnerai l'honneur de vous en convaincre à M. le Comte de Mirabeau. Car depuis que

M. C*** nous a joué le terrible tour de révéler au public que M. de Mirabeau & moi sommes du même *parti* (1), & que la Dame qui échauffe M. C*** *quand il lui écrit*, a jugé que ce parti était si mauvais, que M. C*** prend le *bon parti* de ne pas se *confier* au nôtre: M. de Mirabeau m'a fait proposer la partie de manger du Jésuite, & l'on dit qu'il les accommode si bien à la Genevoise, qu'ils sont alors presque aussi bons que les truites de Genève; & dussiez-vous, Madame, ne vous confier à aucun parti, vous pouvez cependant vous *fier* à nous, pour vous rendre compte de tous les Jésuites du monde. Doutez-vous à présent, Madame, que ce soit un favoyard qui ait tourné en *coucetti* les idées si étrangères l'une à l'autre de *parti* & de

(1) Quoique M. le Comte de Mirabeau & moi soyons du même *parti*, le hasard a fait que jusqu'à ce moment nous n'avons eu aucune liaison quelconque.

bon parti. Cela ne vous prouve pas que ce favoyard soit M. Cerutti, je l'avoue; mais si vous êtes forcée de convenir que le style de M. Cerutti n'a qu'une forme, celle du *coucetti*, & du *coucètti* qu'il compose encore par l'antithèse: vous obstinerez-vous toujours à croire que M. C*** est une puissance redoutable au moins par ses alliances, & n'est pas mon favoyard caché dans quelques lettres, comme dans sa jeunesse il a pu se cacher autrement.

Permettez moi de croire, Madame, que vous êtes convaincue à présent que M. C*** n'est plus l'Empereur de Maroc, mais tout simplement un favoyard. Et voyons s'il est possible qu'il n'ait pas été Jésuite. M. C*** dit, page 6, de la Lettre qu'il écrit à la dame qui *l'anime: je respectais un nom auquel une reconnaissance (pour ainsi dire filiale) m'attachait.* Que pensez-vous,

Madame, de cette tournure pour *ainsi dire* jésuitique. Si vous résistez encore à croire que mon savoyard est un Jésuite, il faudra donc vous en convaincre par le ridicule effort qu'il fait pour n'en pas convenir. — M. de Laura-guais qui me fait un crime d'avoir été élevé parmi les Jésuites, m'en fait un aussi d'avoir été élevé en Italie, c'est comme si je lui reprochais de descendre par sa maison des premières races napolitaines, & d'avoir dans son sang les flammes du Vésuve. Ne vous arrêtez pas, Madame, à l'expression précieuse, ridicule, inintelligible, *qui me fait descendre par ma maison*, &c. &c. M. C*** semble n'être jamais descendu d'une maison par son escalier. Ne vous arrêtez pas non plus au pitoyable *couccetti* des flammes du Vésuve dans mon sang, ni à la logique de ce beau raisonnement. Nous savons déjà que M. C*** n'est pas un de mes frères

(1) de la Littérature française, & quel autre, Madame, qu'un Jésuite savoyard se fatiguerait autant à faire croire qu'il est descendu par une Maison étrangère à l'Italie, dans un College des Jésuites, à Turin, pour apprendre seulement à faire des *coucetti*? Que vous en semble, Madame? pour vous convaincre absolument faudrait-il vous montrer le sceau de M. Cerutti; car s'il met son chiffre aux lettres qu'il écrit à la Dame qui l'anime; & ses armes, aux billets dans lesquels malgré la parure de sa coquetterie littéraire, il a l'air de s'évanouir; il appose son sceau à toutes les phrases destinées à la gloire de M. Necker. — Veut-il attirer quelqu'un dans le parti de son Caton Genevois, il lui adresse comme à M. de Mira-

(1) M. Cerutti parle de *mon zèle fraternel pour les Savans*, il a raison de ne pas se croire un de mes frères.

beau des raisonnemens en antithèse : compte-t-il sur l'effet d'une séduction commencée , il devient caressant , modère l'antithèse , & la réduit à des fadeurs en *couccetti*. Mais s'annonce-t-il en missionnaire politique , les plus horribles *couccetti* ne lui paraissent plus assez terribles : il dédaigne le bel-esprit , & prend le fulminant parti d'être bien absurde : & voilà comment il s'exprime alors ; *celui qui a défendu & qui défend encore les Etats de 1614 , approuvera-t-il jamais les Etats-Généraux de 1789*. Voilà le langage fanatique de M. Cerutti. Tel est le fanatisme qui l'empêche de s'apercevoir du contraste des formes constitutionnelles qui traitaient du moins la Nation de Souveraine , & de celles qui la traitent déjà en esclave.... Mais comme la liberté de la presse ne donne à Paris que la liberté d'admirer qu'on nous paie en papier monnoie , en attendant qu'on admire le despotisme

qui détruit le droit caractéristique de la Société, celui de la propriété territoriale, sur laquelle tombent tous les Impôts; & cela, sous le prétexte de la fausse convenance de mettre en équilibre la moralité & la propriété: Permettez-moi, Madame, de ne songer qu'au moment suprême, où bientôt je pourrai dire ce que je pense à mes Concitoyens assemblés; & l'écrire peut-être d'une manière assez durable pour que la postérité lise long-temps après moi : *il a vu que nous pouvions être libres, & a vu que nous serions esclaves.*

NOTE,
MORALITÉ,
PROPRIÉTÉ.

LES droits de la Moralité de l'espèce humaine appartiennent sans doute à l'espèce humaine, & par conséquent à chaque individu de cette espèce. Chaque individu rassemble donc absolument tous les droits de son espèce dans sa personne. Un seul homme peut donc rigoureusement représenter les droits moraux de l'espèce humaine. Et la masse de tous les hommes réunis ne rendrait pas ces droits plus sacrés dans leur masse, qu'ils le sont dans l'existence d'un seul individu. En est-il ainsi des droits de la propriété territoriale ? Que les droits

d'un propriétaire (en tant que propriétaire-foncier) soient les mêmes pour les autres propriétaires , qui peut en douter ? Mais cette vue porte déjà l'esprit sur une nouvelle question. La véritable analyse de la question présente , consiste à découvrir que le principe de la moralité humaine est analogue à la liberté politique ; & totalement étranger aux droits de la *propriété*. Ce qu'on appelle *droit* ne serait qu'un être de raison , (comme M. Rousseau l'a si bien aperçu , si bien démontré) , si sa valeur n'était pas mise en équation avec une force positive , & positivement fixée par les loix. Mais cette puissance légale , meut une machine plus ou moins grande , & sa force s'applique à des masses de propriétés très-inégales entr'elles. Enfin le genre de la force qui s'applique à la propriété , est d'un autre genre que celui de la force reconnue & respectée , sous le nom des *droits de la moralité*.

humaine, 1^o. parce que la propriété n'existe pas dans l'*état de nature*, & que dans l'*état de société* le plus grand nombre d'individus ne subsiste que par l'industrie. 2^o. Parce que la volonté publique n'impose réellement aucun tribut sur la moralité humaine, composée de vertus & de vices; parce que tout impôt quelconque tombe directement ou indirectement sur les propriétés territoriales.

Parmi l'incroyable quantité d'écrits qui paraissent depuis six mois, & qui sont relatifs aux Etats-Généraux, aucun écrivain n'a eu l'air d'entrevoir cette fondamentale distinction, entre la *Moralité* & la *Propriété*. J'en avais jeté les premiers germes, mais au lieu de les développer, j'ai laissé les écrivains les étouffer, & répandre toutes les erreurs que les passions, les préjugés, devaient produire dans le mou-

vement d'une fermentation générale. Il fallait que cette lie se formât , & pût tomber au fond de l'urne de nos destinées , avant qu'il fût possible aux Citoyens rassemblés d'y puiser la liberté la plus pure. Mais tout est perdu , si le Ministère parvient encore à mêler , à confondre , à troubler les divers intérêts de la Société.

POST-SCRIPTUM.

Le 25 Février 1789.

PLUSIEURS obstacles ayant empêché ma réponse à M. Cerutti de paraître avant la publication des *Observations sur la manière d'exécuter les Lettres de Convocation des Etats - Généraux*. J'ai lu avec empressement la *manière d'exécuter* une chose qui me paraissait inexcusable. J'avais attendu que les murmures excités de tous côtés, par les *Lettres de Convocation & le Règlement*, se convertissent en réclamations assez fortes pour servir de réplique au conseil judicieux que M. Cerutti me donne libéralement en quatre articles, pag. 14 & 15, sur l'utilité de réprimer *mes Philippiques ministérielles, troisièmement*,

parce que l'armée des Frondeurs qu'il voudrait commander, va disparaître devant l'armée nationale qui s'avance. Il la voyait s'avancer, lorsqu'on prétendait qu'elle s'était révoltée. On dit en effet que d'illustres capitaines de l'armée qui s'avance pour arriver à Versailles le 27 Avril, sont les auteurs des Observations (1) dans lesquelles ils conviennent, pag. 28, que le seul mécanisme de la rédaction des voix, & de l'élection parmi les deux cents voix qui resteraient, consumerait deux cents jours, à 10 heures de travail par jour. Si cette remarque paraît devoir confondre M. Cerutti sur la marche de son armée, je suis bien loin d'accepter un tel triomphe. J'avais

(1) Les Libraires vendent cet Ouvrage sous le nom de M. Target, & j'ai cru y reconnaître ses principes, sous son style. Mais on assure que ces Observations sont l'ouvrage de la Société patriotique de M. Target. A la bonne heure.

insisté sur la Convocation de 1614, comme le seul moyen de rassembler en moins de trois mois les Etats-Généraux, & de voir promptement la force nationale se devoir l'activité continuelle d'une indispensable & nouvelle constitution. J'étais également sûr qu'en parlant de *régénération*, de constitution, le Ministère fomentait une insurrection qui armerait les passions humaines, contre les intérêts de la Société, & dont l'effet au lieu de faire naître un nouvel ordre de choses, nous jetterait dans une horrible confusion. Il me semble qu'il était infiniment plus aisé de prévoir ces malheurs, que l'expédient indiqué par les Auteurs des Observations, pour y mettre le comble, en donnant pourtant, selon eux, les moyens de les éviter.

On a déjà dit qu'ils étaient convenus, pag. 28, qu'indépendamment de tout autre obstacle, le seul mécanisme indi-

qué par le Réglement , sur la maniere de procéder aux élections , pourrait consumer un an.

Après avoir récapitulé ce que tout le monde a remarqué contre ce Réglement , les Auteurs des Observations conviennent , pag. 30 , 34 , 47 , qu'en exécutant le Réglement , les *Etats ne seraient ni libres , ni généraux*. Comment donc se tirer d'affaire ? le voici.

On pose en principe , page 6 , que si ce *Réglement eût dû être regardé comme une loi , il eût été revêtu de Lettres-Patentes , & envoyé aux Cours , afin d'astreindre les Baillifs , les Sénéchaux , & leurs Lieutenans , qui ont fait serment de suivre les Ordonnances*. Il n'est donc plus question d'obéir au nouveau Réglement , & l'on se prépare le moyen d'anéantir l'effet des anciennes Ordonnances , en donnant la force d'une loi ,

aux nouvelles Lettres de Convocation. Pour y parvenir, les Auteurs de ces Observations ont écrit, page 9, dans l'incertitude entre les dispositions des Lettres de Convocation, & celles du Règlement, c'est aux Lettres de Convocation (que les Baillifs.) sont obligés d'obéir, parce qu'elles ont une autorité légale, constitutionnelle, impérative, tandis que le Règlement n'a qu'une autorité de conseil & d'instruction.

Le Règlement n'est que du Roi en son Conseil.

Les Lettres de Convocation sont directement du Roi, en la forme antique, consacrée pour toutes les Convocations & tenues des Etats-Généraux.

J'admets que le Roi en son Conseil a dérogé aux Réglemens de Convocation, consacrés par les Etats-Généraux; & n'y peut déroger.

J'admets que les lettres de convocation ont acquis une autorité *légale*, *constitutionnelle*, & impérative, si elles sont dans la *forme consacrée pour toutes les convocations & tenues des Etats-Généraux*. Mais que faudroit-il conclure si les lettres pour la convocation de 1789 sont totalement différentes de la forme consacrée & respectée dans celle de 1614, dont voici les expressions constitutionnelles.

. » pour cet effet nous vous mandons & très-expressément enjoignons qu'incontinent la présente reçue, vous ayez à convoquer, & faire assembler en la principale ville de votre ressort & juridiction, dedans le plus bref tems que faire se pourra, tous ceux des trois états d'icelui, ainsi qu'il est accoutumé, & qu'il s'est observé en semblable cas, pour conférer & communiquer ensemble tant des remontrances, plaintes &

doléances , que des moyens & avis qu'ils auront à proposer à l'assemblée générale de nosdits Etats. Et ce faire élir , choisir & nommer un d'entre eux de chaque ordre , tous personnages de suffisante intégrité qu'ils enverront & feront trouver en notre ville de..... audit jour.... avec amples instructions , memoires , & pouvoirs suffisans pour , selon les bornes anciennes , & louables coutumes de ce Royaume, nous faire entendre, tant leurs dites remontrances , plaintes & doléances , que les moyens qui leur sembleront plus convenables pour le bien public , manutention de notre autorité , soulagement & repos d'un chacun ; les assurant que de notre part , ils trouveront toute bonne volonté & affection de faire suivre , observer & exécuter entièrement , ce qui sera résolu sur tout ce qui aura été proposé & avisé auxdits Etats.

Voici maintenant l'extrait fidele des
Lettres

lettres de convocation pour 1789, auxquelles il faut comparer celles de 1614.

. Ces grands motifs nous ont déterminé à convoquer l'assemblée des Etats de toutes les provinces de notre obéissance, tant pour *nous conseiller & nous assister dans toutes les choses qui seront mises sous ses yeux, que pour nous faire connoître les souhaits & les doléances de nos peuples*.... à ces causes, nous vous avertissons & signifions que notre volonté est... & pour cet effet vous mandons & très-expressément enjoignons qu'incontinent la présente reçue, vous ayez à convoquer.... lesquelles convocations & élections seront faites dans les formes prescrites pour tout le Royaume, par le règlement annexé aux présentes lettres, & seront lesdits députés munis d'instructions & pouvoirs généraux.... les assurant que de notre part ils trouveront toute bonne volonté

& affection , pour maintenir & faire exécuter tout ce qui aura été concerté entre nous & lesdits Etats.... leur promettant de demander & d'écouter favorablement leurs avis sur tout ce qui peut intéresser le bien de nos peuples , & de pourvoir sur les doléances & propositions qu'ils auront faites , de telle maniere que notre Royaume & tous nos Sujets en particulier , ressentent pour toujours les effets salutaires qu'ils doivent se promettre d'une telle & si notable Assemblée.

L'effrayante différence des expressions de ces lettres n'échappera sûrement à aucun Français. Mais qu'ils me permettent d'arrêter leur attention sur l'incroyable logique des auteurs des *Observations*. Nous les avons vu décider qu'il falloit rejeter le règlement , & obéir aux lettres de convocation. Mais comment obéir à ces lettres , & rejeter le règlement , lorsqu'elles enjoignent &

prescrivent aux Baillifs , &c. &c. d'exécuter le règlement annexé aux présentes Lettres ? Par quelle subtilité parvient-on à séparer ce qu'elles réunissent expressément ? Par quelle fatalité les auteurs des Observations , après avoir établi les caractères qui rendent ces lettres légales , impératives , n'ont-ils pas observé qu'au lieu d'avoir ces caractères , elles réunissent ceux de la réprobation la plus manifeste , puisqu'au lieu d'annoncer la souveraineté de la Nation , elle n'annonce que le despotisme d'un maître ? Qu'elle est donc l'invincible conséquence que les auteurs des Observations devoient tirer des principes qu'ils ont posés pour établir les caractères qui rendent illégal le règlement , & légales les Lettres de convocation ; que ces Lettres au lieu d'avoir l'autorité *légale , constitutionnelle , impérative* , que leur donne la *forme antique , consacrée pour toutes les convocations & tenues libres & généraux* , les

rendroit encore s'il est possible *moins libres*, & moins *généraux* que les réglemens, qui ne commencent à renverser les droits de la propriété, que pour attaquer facilement ensuite dans l'Assemblée de tels Députés, les droits de la liberté publique. Et c'est en invoquant les lumières du siècle, qu'on insulte d'une manière aussi étrange que perfide, les principes les plus sacrés de la Société, comme les règles les plus évidentes de la raison humaine, en assujettissant les Députés des Etats-Généraux aux formes des Lettres qui leur annoncent que le Roi les regarde comme un Conseil... qui l'assistera dans toutes les choses qui seront mises sous ses yeux..... pour lui faire connaître les souhaits & doléances..... Les Auteurs de ces Observations ne veulent-ils renverser le Règlement, que pour changer un peu plus sûrement l'Assemblée souveraine des Etats - Généraux, dans un fantôme

national, avili , dégradé par des conditions qu'on n'impose seulement pas à une Assemblée de Notables.

Qu'on pense au temps irréparable que notre délire nous a déjà fait perdre? Qu'on pense au sang qu'il a déjà fait verser ?

Heureusement les Citoyens vont se rassembler. C'est de ce moment suprême qu'ils deviendront libres, s'ils méritent de l'être.

